



Paris, le 31 mai 2019

M. Edouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varennes
75007 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Le ministère des sports traverse une crise sans précédent.

Le projet gouvernemental de détacher les Conseillers Techniques Sportifs (CTS) dans les fédérations sportives met en péril les missions de l'ensemble des personnels techniques et pédagogiques de ce ministère, leur métier, leur statut et leur avenir professionnel. En outre, ce projet est néfaste pour tous les acteurs. L'Etat, ses agents, ses services, le mouvement sportif et les sportifs eux-mêmes, seront perdants. Ils y sont opposés et vous l'ont fait savoir, comme de nombreux parlementaires. Nos organisations syndicales, qui représentent 76% des voix au CTM Jeunesse & Sports, y sont, elles aussi, tout à fait hostiles.

Malgré les signes d'apaisement que nous attendions la semaine passée, vous n'avez exprimé aucun renoncement à vos projets de détachement des CTS. Alors que le Parlement étudie le projet de loi sur la transformation de la fonction publique, et que la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat prend forme, nous vous demandons de porter une ambition forte pour la jeunesse et pour le sport. En tant qu'opérateur de la politique éducative de l'Etat, le secteur ministériel Jeunesse & Sports est indispensable à notre pays. De plus, les agents affectés en services déconcentrés ne peuvent continuer à subir des détournements de leur métier statutairement à vocation technique et pédagogique.

Vous annoncez la nomination de deux « tiers de confiance » pour amorcer le dialogue, c'est à dire deux personnalités auxquelles vous accordez toute votre confiance. Mais vous n'avez pas daigné vous préoccuper de la nôtre. Nous n'accordons aucune confiance à des médiateurs désignés et mandatés unilatéralement. D'ailleurs, nous estimons que nous n'avons pas besoin d'intermédiaires.

Nous posons comme préalable incontournable à toute discussion, le retrait du projet de détachement des CTS. En effet, toutes les options doivent être étudiées et aucune ne peut être validée à l'avance. Sinon ce n'est plus une concertation.





Par conséquent, nos organisations syndicales expriment fermement les revendications suivantes :

- le retrait de l'alinéa 11 de l'article 28 du projet de loi de transformation de la fonction publique,
- le maintien de l'unité des missions Jeunesse & Sports et l'intégration des missions de CTS dans l'organisation territoriale de l'Etat,
- le renoncement à l'agence nationale du sport qui affaiblit le ministère et ses services dans toutes leurs composantes,
- l'affectation de tous les agents dans des services dédiés et clairement identifiés Jeunesse & Sports,
- la réouverture du concours de recrutement des professeurs de sport et le lancement immédiat du mouvement sport 2019,
- la révision du nombre de postes aux concours J&S pour doter les services de moyens décents,
- concernant spécifiquement les CTS, notre intersyndicale :
 - ne participera pas aux réunions de groupes de travail tant que le retrait du projet de détachement ne sera pas acté,
 - refuse le recours aux tiers de confiance,
 - s'oppose à tout changement d'autorité des CTS.

Après trop de temps passé dans la décrédibilisation et le mépris, nous sollicitons le recours à un-e ministre qui défende et qui connaisse son administration.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'Intersyndicale Jeunesse & Sports,
Le Secrétaire Général du SNAPS-UNSA,



Tony MARTIN

Copie à : Mme la Ministre des Sports

Contact :

SNAPS-UNSA : Tony MARTIN 06 78 31 07 51
SNPJS CGT : Marie-Thérèse FRABONI 06 11 51 66 62
SOLIDAIRES JS : Raphaël MILLON 06 86 63 17 91
SEJS-UNSA : Philippe BAYLAC 06 76 77 49 46

SNEP FSU : Gwénaëlle NATTER 06 81 18 28 88
EPA FSU : Marie-Christine BASTIEN 06 88 17 73 62
SEP-UNSA : Blandine PILI 07 85 43 67 40
A&I-UNSA : Yves PAPLORAY 06 64 30 04 03

